



UNE FINANCE RÉPARATRICE : UNE FINANCE RESPONSABLE

Éditorial du The Year Ahead 2020 Une Finance Réparatrice

Frédéric Visnovsky

Secrétaire général adjoint à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) en charge de la résolution et Médiateur national du crédit aux entreprises à la Banque de France

La finance repose sur la confiance. En gérant les risques et l'allocation de l'épargne, la finance joue un rôle clé dans l'économie. Mais la multiplication des crises financières a parfois fait de la finance la représentation du mal dans un monde en profonde transformation où souvent les repères disparaissent.

La finance, c'est l'argent et certains se sont étonnés que, début 2019, dans sa lettre sur la gouvernance d'entreprise, le patron du plus grand gestionnaire d'actifs au monde appelle les entreprises à définir leur « raison d'être », c'est-à-dire être « au service de l'ensemble des parties prenantes de manière pérenne : de ses actionnaires mais aussi de ses employés, de ses clients et des communautés dans lesquelles elles viennent s'inscrire » et il en fixe les priorités qui comprennent les « risques environnementaux et la gestion du capital humain ».

Cette « raison d'être » de l'entreprise a été l'un des éléments de la loi PACTE qui prévoit désormais que l'entreprise doit être gérée « dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité ».

A l'heure où le monde se transforme, l'aspiration est forte pour une économie plus responsable, sociale et solidaire. Dans un système économique dans lequel la finance est contrôlée, la réglementation a son rôle à jouer pour faire émerger cette finance responsable mais, dès lors qu'elle est d'abord au service de ses clients, cette démarche doit revêtir une dimension stratégique, être un vrai projet d'entreprise responsable, qui permet à la fois d'améliorer la compréhension des mécanismes financiers en participant à l'éducation financière, de favoriser l'inclusion financière ou de préparer la transition énergétique. La finance responsable, c'est une éthique au service de l'intérêt général.

La réglementation, un vecteur pour une finance responsable

La réglementation financière a évolué pour accélérer de nouveaux modes de financement, afin de favoriser le développement local, la réinsertion et la lutte contre l'exclusion, avec le développement du micro-crédit et de la finance participative. L'économie sociale et solidaire, au sein de laquelle œuvrent de nombreuses institutions financières, a enfin une existence légale. Face aux excès montrés lors de la crise de 2007-2008, les exigences ont été renforcées pour une plus grande prise en compte des intérêts à long terme, avec une plus grande transparence vis-à-vis des clients et une

plus grande protection de leurs intérêts. De nouvelles obligations ont été imposées pour que les institutions financières publient avec transparence leur intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs opérations d'investissement. Des obligations nouvelles légales ont été introduites pour la lutte contre la corruption ou pour imposer des mesures de vigilance propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement.

Une finance responsable, qui soit une vraie stratégie d'entreprise

Beaucoup d'acteurs financiers n'ont pas attendu l'intervention du législateur pour se mobiliser dans des démarches de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Une démarche éthique, responsable, au service des clients, soucieuse des risques environnementaux, engagée dans la lutte contre le changement climatique. Ces ambitions ne sont pas des slogans, mais des stratégies d'entreprises clairement affichées par les acteurs financiers avec des critères introduits dans leurs politiques de financement et d'investissement et ainsi que leurs politiques de rémunération ; autant d'opportunités pour démontrer non seulement une meilleure maîtrise des risques, mais aussi l'utilité sociale de leur activité, pour restaurer la confiance.

Une finance responsable, qui participe à l'éducation financière

La finance responsable, c'est aussi un engagement citoyen au service de l'éducation financière, élément clé de lutte contre les exclusions, ou d'inclusion financière. C'est, depuis 2016, l'une des missions de la Banque de France qui a été désignée opérateur de la stratégie nationale d'éducation financière du public. Il s'agit de rendre l'économie plus compréhensible et plus accessible aux yeux de tous. Aussi, afin d'améliorer la compréhension des mécanismes économiques, notamment des populations les plus jeunes, la Banque de France a intensifié ses actions à l'égard du grand public : elle coordonne les actions des acteurs institutionnels, associatifs et professionnels, elle diffuse des supports de formation mutualisés et facilite l'accès à une information neutre et pédagogique grâce au portail internet « Mes questions d'argent ». Un partenariat étroit avec l'Éducation Nationale permet de mettre à la disposition des professeurs des ressources pédagogiques co-construites. Grâce au réseau de succursales, les équipes de la Banque de France et de l'IEDOM¹ animent et co-animent des formations de travailleurs sociaux et des sessions de sensibilisation des enseignants. En 2019, un nouveau portail internet, « Mesquestionsdentrepreneur » est venu compléter les outils mis à disposition du public par la Banque de France. Destiné plus particulièrement aux entrepreneurs de TPE, aux indépendants et aux professions libérales, il vise à leur apporter de manière simple, neutre et pédagogique des informations fiables sur leurs relations bancaires, la gestion de leur trésorerie ou encore les modes de financement.

Cette action de la Banque de France n'est pas isolée, la finance est mobilisée. La Fédération bancaire française (FBF) a développé depuis 15 ans son programme d'éducation financière et budgétaire "Les clés de la banque" pour permettre à chacun (grand public, entrepreneurs et acteurs sociaux) de mieux comprendre le monde de la banque avec des explications simples, claires et pédagogiques sur la banque et l'argent. La Fédération Française de l'Assurance (FFA) a publié en 2019 un guide pratique « 15 réflexes pour bien s'assurer » afin d'accompagner les consommateurs dans leur démarche d'assurance et leur donner les clés pour bien comprendre et bien choisir leur contrat. Enfin, l'Association Française de la Gestion financière (AFG) a publié en 2019 des recommandations présentées dans un livre blanc « Des épargnants éclairés, acteurs de l'économie

¹ Institut d'émission des départements d'outre-mer

de demain » pour donner aux épargnants des clés de compréhension afin de les aider à être davantage acteurs de leur épargne.

Une finance responsable, qui favorise l'inclusion financière

Favoriser l'inclusion financière, c'est aussi répondre aux situations de précarité, c'est un élément décisif d'inclusion dans la société et d'accès à la vie collective. De fait, la finance est mobilisée depuis longtemps sur le sujet avec, depuis 1984, le droit au compte qui fait qu'aujourd'hui plus de 96 % des français possèdent un compte bancaire. Depuis 30 ans, un dispositif est en place pour prévenir le surendettement avec une préoccupation affichée par les banques qui expliquent leurs politiques de sélection et de prévention visant à éviter les engrenages. Les évolutions ont été significatives puisque sur les 5 dernières années le nombre de dossiers de surendettement a baissé d'environ 40 %. Enfin, l'accompagnement des clients en situation de fragilité s'est structuré, certes sous l'impulsion du législateur, mais au plus fort de la crise des « gilets jaunes » les banques ont aussi pris des engagements forts pour limiter les frais bancaires facturés aux clients en situation de fragilité financière.

Une finance responsable, qui se mobilise autour du changement climatique

Alors que l'on assiste à une prise de conscience croissante des risques liés au climat, la finance ne sauvera pas la planète car elle ne peut pas remplacer les politiques publiques indispensables mais elle peut clairement les amplifier. Ainsi, en juillet 2019, les acteurs de la finance ont rappelé leur volonté collective d'agir contre le changement climatique avec une série d'engagements qui complète leurs actions individuelles, prévoyant notamment la création d'un observatoire des réalisations et des actions des acteurs de la Place financière de Paris en matière de finance verte et durable.

Cet engagement renforce l'action des autorités avec, au niveau des banques centrales et des superviseurs, la mise en place d'un réseau pour le verdissement du système financier (NGFS), une « coalition des volontés » créée à l'initiative de la Banque de France pour affirmer que le risque climatique fait partie intégrante du risque financier, qu'il ne peut plus être ignoré et qu'il faut donc l'évaluer. Les risques physiques – qui correspondent à la hausse de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes – constituent les risques les plus visibles et les plus immédiats pour le secteur financier. Les risques de transition – ceux liés à l'ajustement vers une économie à faible émission de carbone – sont à plus long terme et donc moins visibles. Pour mieux les évaluer, pour disposer de ce que l'on appelle la « vidéo des risques », il faut non seulement mesurer les expositions mais promouvoir l'élaboration de tests de résistance prospectifs. C'est ce qui sera mené en France en 2020 sur les banques et les assurances, comme l'a annoncé le gouverneur de la Banque de France à l'occasion du Climate Finance Day qui s'est tenu fin novembre 2019.

Les acteurs financiers sont engagés en faveur de la transition énergétique, avec leur soutien aux grands projets " climat " (éolien, solaire...) et le développement de solutions innovantes pour tous les projets " verts " de leurs clients (particuliers, entreprises, collectivités territoriales, Etats) et des produits d'épargne verts. Les besoins au titre de la transition énergétique sont énormes : rien qu'en Europe, on estime qu'il faudrait 177 milliards d'euros supplémentaires par an sur la période 2021-2030 pour atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière d'énergie et de climat pour 2030. Autant d'opportunités pour une finance responsable. Le développement des obligations vertes est un levier encourageant : le montant des émissions vertes a déjà atteint un nouveau record en 2019, et devrait s'élever à 250 milliards de dollars d'ici la fin de l'année dans le monde, dont plus d'un tiers pour l'Europe.

Une finance responsable, qui soit une éthique au service de l'intérêt général

La crise a porté atteinte à la confiance envers la finance et l'aspiration vers une société qui place l'humain et l'environnement au cœur des préoccupations est une formidable opportunité pour que la finance se réconcilie avec le service de l'intérêt général.

Loin des opérations spéculatives, des manipulations de quelques opérateurs de marché, la finance doit renouer avec une éthique. La finance responsable doit s'attacher à veiller au respect de la diversité sous toutes ses formes, à lutter contre les discriminations, à favoriser la parité femmes - hommes et à garantir un environnement de travail de qualité.

Le monde de la finance est en pleine évolution avec la digitalisation, l'arrivée de nouveaux entrants : il s'agit d'optimiser les services et d'identifier de nouveaux services à valeur ajoutée, tout en se protégeant contre les risques – le cyber risque, la protection des données des clients – que la démultiplication des usages numériques contribue à amplifier.

À chaque fois, c'est une problématique de relation avec le client qui se pose, impliquant la confiance. C'est une nouvelle culture, regroupant les valeurs que véhicule la finance, valorisant le travail de ses salariés au service de la meilleure satisfaction possible du client.

La finance responsable doit se concevoir comme une source de création de valeur et pas simplement comme une réponse à une quelconque obligation réglementaire. Cela impose un leadership, ce que les anglo-saxons appellent le « tone from the top » qui fait prévaloir le comportement responsable au sein de l'établissement. Mais, il faut également une véritable appropriation, en plaçant l'humain au cœur de la stratégie.

La mobilisation de la finance autour de l'éducation financière, de l'inclusion financière ou du financement de la transition énergétique sont autant d'exemples qui montrent que « finance » et « responsable » sont une réalité qui se lie au service de l'intérêt général.